

RÈGLEMENT DE CONSULTATION



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



OFB
OFFICE FRANÇAIS
DE LA BIODIVERSITÉ

Établissement public à caractère administratif (E.P.A) :

Siège :

Office Français de la Biodiversité
12, Cours Louis Lumière
94300 Vincennes

Direction générale déléguée Ressources – Direction des Finances :

Service Commande Publique
5, rue Saint Thibault – Saint Benoist – 78610 AUFFARGIS
Téléphone : 01 30 46 60 00 – Télécopie : 01.30.46.60.60

OBJET DE LA CONSULTATION

**AMENAGEMENT DU PAVILLON DES DOMAINES AU PAVILLON SAINT-BRIEUC À
SAINT BENOIT - AUFFARGIS**

MARCHÉ ORDINAIRE CONCLU SELON LA PROCÉDURE ADAPTÉE OUVERTE

Selon les dispositions législatives et réglementaires du Code de la commande publique
(Articles L. 2113-10, L. 2123-1, L. 2132-2, R. 2113-1, R. 2112-1 à R.2112-3 inclus, R. 2112-6 2° et R.
2123-1, R. 2123-4, R. 2123-5, R.2131-12 2°)

Marché n° 2025-MAPA-15



IMPORTANT

Date et heure limites de réception des offres

Jeudi 25 septembre 2025 à 10h00

Consultation autorisée par le pouvoir adjudicateur

**Le Directeur Général de l'OFB
Par délégation,
La directrice des finances**

Bénédicte VERGOBBI

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1.	IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR	3
1.2.	OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.3.	NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE.....	6
1.4.	ALLOTISSEMENT.....	8
1.5.	PROCEDURE, FORME ET MONTANT DU MARCHÉ	9
1.6.	DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXECUTION	9
1.7.	CONDITIONS DE PARTICIPATION.....	9
ARTICLE 2	CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	10
2.1.	CARACTERISTIQUES PRINCIPALES.....	10
2.2.	DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	10
2.3.	MODALITÉS ESSENTIELLES DE FINANCEMENT	10
ARTICLE 3	DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE).....	10
3.1.	CONTENU.....	10
3.2.	RETRAIT.....	11
3.3.	MODIFICATION DE DÉTAIL AU DCE	11
ARTICLE 4	PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	12
4.1.	PIÈCES CONSTITUTIVES DE LA CANDIDATURE	12
4.2.	PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'OFFRE.....	14
	CONTENU DU MÉMOIRE TECHNIQUE – PRISE DE CONTACT ET VISITE OBLIGATOIRE.....	14
ARTICLE 5	MODALITÉS ET CRITÈRES DE SÉLECTION.....	16
ARTICLE 6	ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	19
ARTICLE 7	CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	19
	7.2 - MODALITÉS RELATIVES À LA REMISE DES OFFRES PAR VOIE DÉMATÉRIALISÉE.....	21
ARTICLE 8	DÉCISION FINALE	22
ARTICLE 9	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES ET PROCÉDURES DE RECOURS	23
9.1.	DÉMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION ET MODIFICATIONS APPORTÉES PAR L'ACHETEUR AU DCE	23
9.2.	PROCÉDURES DE RECOURS.....	23

ARTICLE 1 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1. Identification de l'acheteur

Entité : OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE - Etablissement public à caractère administratif - EPA

Adresse : 12, Cours Louis Lumière –VINCENNES 94300

Adresse Internet de l'acheteur : <https://www.ofb.gouv.fr/>

Adresse internet du profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

1.2. Objet de la consultation

Le projet porte sur des travaux concernant l'aménagement du pavillon dénommée « Saint Briec » à Saint Benoit – Auffargis (78), propriété de l'OFB. Ces travaux concernent la réhabilitation et l'aménagement d'un ensemble constitué d'un pavillon existant et d'un atelier situé au 1 rue de la Tuilerie à Auffargis. Le pavillon existant est prévu dans son ensemble réaménagé. L'atelier est totalement démoli et reconstruit.

Adresse du site : **1 rue de la Tuilerie, 78 610 Auffargis**

Les prestations attendues sont explicitées dans le les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de chaque lot et les différentes annexes techniques.

Le marché se décompose de la sorte :

N° Lot	Intitulé du lot	Forme	Durée	Modalité d'attribution
LOT 1	Corps d'état architecturaux	Marché ordinaire à prix global et forfaitaire sur la base de la DPGF	12 mois	Mono attributaire
1-1	Corps d'état n°1 Démolition – Gros œuvre - VRD			
Chapitre 0	Installation et préparation du chantier			
Chapitre 1-1-A	Démolitions- curage- Désamiantage			
Chapitre 1-1-B	Gros œuvre			
Chapitre 1-1-C	VRD			
1-2	Corps d'état n°2 Charpente – couverture - étanchéité			
Chapitre 1-2-A	Charpente			
Chapitre 1-2-B	Couverture			

Chapitre 1-2-C	Etanchéité			
1-3	<u>Corps d'état n°3</u> échafaudages-façades-bardages			
Chapitre 1-3-A	Echafaudages			
Chapitre 1-3-B	Façades - bardages			
1-4	<u>Corps d'état n°4</u> Plâtrerie-cloisons-doublages-faux-plafonds			
Chapitre 1-4-A	Plâtrerie-cloisons-doublage			
Chapitre 1-4-B	Faux-plafonds			
1-5	<u>Corps d'état n°5</u> Menuiseries intérieures-métallerie			
1-6	<u>Corps d'état n°6</u> peinture-carrelage-faïences			
Chapitre 1-6-A	Peinture			
Chapitre 1-6-B	Carrelages-faïences			
LOT 2	Menuiseries extérieures	Marché ordinaire à prix global et forfaitaire sur la base de la DPGF	12 mois	Mono Attributaire
LOT 3	Electricité – CFO- CFA	Marché ordinaire à prix global et forfaitaire sur la base de la DPGF	12 mois	Mono Attributaire
Chapitre 3-A	CFO			
Chapitre 3-B	CFA			
LOT 4	Plomberie-chauffage-ventilation-climatisation-chambres froides	Marché ordinaire à prix global et forfaitaire sur la base de la DPGF	12 mois	Mono Attributaire
Chapitre 4-A	Plomberie			
Chapitre 4-B	Chauffage			
Chapitre 4-C	Plomberie, sanitaire, chauffage, ventilation			
Chapitre 4-D	Electricité			

Les prestations seront exécutées :

- Sur le site du bâtiment faisant l'objet des travaux :

Adresse du site : **1 rue de la Tuilerie, 78 610 Auffargis**

- Dans les locaux du titulaire en phase études notamment ;
- Intervenants

Le Maître de l'ouvrage (alias « le Pouvoir Adjudicateur ») est :
Office Français de la Biodiversité (OFB)

MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage de l'opération est :

OFFICE FRANCAIS DE LA BIODIVERSITE

Madame Julie FAVROLLES

Monsieur Etienne LIORET

Direction des Finances – Service Immobilier

Office Français de la Biodiversité

5, square Felix Nadar

94300 Vincennes

Tel : 06 61 12 12 79

julie.favrolles@ofb.gouv.fr

etienne.lioret@ofb.gouv.fr

Responsables de l'implantation nationale de Saint- Benoit :

Monsieur Christophe DEBEIRE

Monsieur Dominique XIBERRAS

Office Français de la biodiversité

Impasse Saint Thibault

78 610 Saint Benoit Auffargis

Tel : 06 65 09 08 51

df.implantation@ofb.gouv.fr

Service de gestion durable des domaines :

Monsieur David ROZET

Tel : 07 60 49 24 24

david.rozet@ofb.gouv.fr

Monsieur Frédéric FOUCHER

frederic.foucher@ofb.gouv.fr

EQUIPE DE MAITRISE D'OEUVRE

La Maitrise d'œuvre de l'opération est :

Mandataire – BET Fluides :

LBE Ingénierie

101 Bis Avenue Eugène Delcroix

92210 Draveil

Tel : 01 69 48 89 45

Arnaud.lanvine@lbei.fr

Architecte :

Lemoal lemoal

40 rue du château d'eau 75010 Paris

Tél : 01 42 41 25 75

agence@lemoal-lemoal.com

BET Structure :

Lamalle Ingénierie

9 rue Lucie, 94310 Orly

Tél : 01 46 82 41 51

Lamalle-idf@lamalle.com

Contrôleur technique :

SOCOTEC

Immeuble Mirabeau – 5 place des frères Montgolier

CS 20732 – Guyancourt, 78182 Saint Quentin en Yvelines Cedex

Tél : 06 12 25 10 89

Isabelle.preclaire@socotec.com

Coordinateur SPS :

ACI-BET

5 bis rue du bois, 60 220 Boutavent

Tél : 03 64 19 80 30

contact@aci-bet.com

1.3. Nomenclature communautaire

La classification principale, conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), est :

LOT 1 : Corps d'état architecturaux

Corps d'État / Chapitre	Description	Code CPV	Intitulé CPV
Corps d'état n° 1 : Démolition – Gros œuvre – VRD			
Chapitre 1-0	Installation et préparation du chantier	45100000-8	Travaux de préparation de chantier
Chapitre 1-1-A	Démolitions – curage – désamiantage	45111100-9	Travaux de démolition
		45111213-4	Travaux de décontamination de bâtiments (désamiantage)
Chapitre 1-1-B	Gros œuvre	45223200-8	Travaux de gros œuvre
		45210000-2	Travaux de construction de bâtiments
Chapitre 1-1-C	VRD (Voirie et Réseaux Divers)	45233120-6	Travaux de construction de routes
		45232130-2	Travaux de réseaux de drainage
		45232410-9	Travaux d'assainissement
Corps d'état n° 2 : Charpente – Couverture – Étanchéité			
Chapitre 2-A	Charpente	45223220-4	Travaux de charpente

		44212000-6	Charpentes
Chapitre 2-B	Couverture	45261210-9	Travaux de couverture de toits
Chapitre 2-C	Étanchéité	45261410-1	Travaux d'étanchéité
Corps d'état n° 3 : Échafaudages – Façades – Bardages			
Chapitre 3-A	Échafaudages	45262100-2	Travaux d'échafaudage
Chapitre 3-B	Façades – bardages	45262690-4	Travaux de parement de façade
		45262650-9	Travaux de bardage
Corps d'état n° 4 : Plâtrerie – Cloisons – Faux plafonds			
Chapitre 4-A	Plâtrerie – cloisons – doublages	45421146-9	Travaux de pose de cloisons
		45410000-4	Travaux de plâtrerie
Chapitre 4-B	Faux-plafonds	45421153-7	Travaux de faux plafonds
Corps d'état n° 5 : Menuiseries intérieures – Métallerie			
	Menuiseries intérieures – métallerie	45421000-4	Travaux de menuiserie
		44221000-5	Menuiserie métallique
		45223110-0	Installation de structures métalliques
Corps d'état n° 6 : Peinture – Carrelage – Faïence			
Chapitre 6-A	Peinture	45442100-8	Travaux de peinture
Chapitre 6-B	Carrelage – faïence	45431000-7	Travaux de pose de carrelage

LOT 2 : Menuiseries extérieures

Description	Code CPV	Intitulé CPV
Menuiseries extérieures aluminium / PVC / bois	45421100-5	Installation de portes et fenêtres
	44221000-5	Menuiserie métallique
	44221100-6	Fenêtres
	44221200-7	Portes
	45421130-4	Installation de menuiseries extérieures
	45210000-2	Travaux de construction de bâtiments (si intégré à la façade)

LOT 3 : Electricité – CFO – CFA

Description	Code CPV	Intitulé CPV
Électricité – CFO – CFA	45310000-3	Travaux d'installation électrique
	45311000-0	Travaux d'installation de câblage électrique
	45311100-1	Travaux d'installation de câblage électrique dans des bâtiments
	45311200-2	Travaux d'installation de systèmes électriques
	45312000-7	Travaux d'installation de systèmes d'éclairage et de signalisation
	45314000-1	Installation d'équipements de télécommunications
	45314310-7	Installation de réseaux de communication
	32524000-2	Équipements de transmission de données
	45315600-4	Installation de systèmes de détection d'incendie
	31625200-5	Matériel de détection et de sécurité

LOT 4 : Plomberie – chauffage – ventilation – climatisation – chambres froides

Chapitre	Description	Code CPV	Intitulé CPV
Chapitre 4-A	Plomberie	45330000-9	Travaux de plomberie

		45332200-5	Travaux d'alimentation en eau
		45332400-7	Travaux d'installation de canalisations d'eaux usées
Chapitre 4-B	Chauffage	45331100-7	Travaux d'installation de chauffage
		42160000-8	Chaudières, échangeurs thermiques et appareils de chauffage
Chapitre 4-C	Ventilation	45331210-1	Travaux d'installation de ventilation
		42520000-7	Systèmes de ventilation
Chapitre 4-D	Climatisation – chambres froides	45331220-4	Travaux d'installation de systèmes de climatisation
		42512000-8	Installations de climatisation
		39300000-5	Matériel de réfrigération et de congélation

1.4. Allotissement

Le marché comporte 4 lots mono-attributaires :

LOT 1 : Corps d'état architecturaux

- Corps d'état n°1 : Démolition – gros œuvre – VRD
 - o Chapitre 1-0 : Installation et préparation du chantier
 - o Chapitre 1-1-A : Démolitions – curage – Désamiantage
 - o Chapitre 1-1-B : Gros œuvre
 - o Chapitre 1-1-C : VRD
- Corps d'état n°2 : Charpente – couverture – étanchéité
 - o Chapitre 2-A : Charpente
 - o Chapitre 2-B : Couverture
 - o Chapitre 2-C : Etanchéité
- Corps d'état n°3 : échafaudages – façades – bardages
 - o Chapitre 3-A : Echafaudages
 - o Chapitre 3-B : Façades - bardages
- Corps d'état n°4 : plâtrerie – cloisons – doublages – faux plafonds
 - o Chapitre 4-A : Plâtrerie – cloisons – doublages
 - o Chapitre 4-B : Faux-plafonds
- Corps d'état n°5 : Menuiseries intérieures – métallerie
- Corps d'état n°6 : Peinture – carrelage – faïence
 - o Chapitre 6A : Peinture
 - o Chapitre 6B : Carrelages faïences

LOT 2 : Menuiseries extérieures

LOT 3 : Electricité – CFO – CFA

Chapitre 3-A : CFO

Chapitre 3-B : CFA

LOT 4 : Plomberie – chauffage – ventilation – climatisation – chambres froides

Chapitre 4-A : Plomberie

Chapitre 4-B : Chauffage

Chapitre 4-C : Ventilation

Chapitre 4-D : Climatisation – chambres froides

Chaque lot fait l'objet d'un marché séparé. Les candidats peuvent présenter une offre pour chaque lot.

1.5. Procédure, forme et montant du marché

1.5.1 Il s'agit d'un marché à procédure adaptée à prix global et forfaitaire et mono-attributaire (une attribution par lot).

1.5.2 Le montant correspondra à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) rempli par le candidat sur la durée totale du marché.

Les lots n°1, 3 et 4 comportent des tranches optionnelles (se référer aux CCTP et DPGF de ces lots). Le détail des prescriptions techniques relatives à ces tranches optionnelles se trouvent dans les Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ainsi que dans les Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) de ces lots.

Dans l'hypothèse de l'affermissement de ces tranches optionnelles, le pouvoir adjudicateur fera part de son choix à l'attributaire du lot concerné après la notification du marché.

Cette décision d'affermir la tranche optionnelle prendra la forme d'un ordre de service qui sera notifié sur le profil acheteur de la personne publique (PLACE).

L'attributaire ne peut s'y opposer.

1.6. Durée du marché et délais d'exécution

Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée ferme de douze (12) mois.

Toutefois, le décompte de la durée d'exécution de chaque lot du marché (voir ci-dessous) débute à **compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux et son dépôt sur PLACE.**

Sans préjudice de la durée de garantie de parfait achèvement, la durée effective des travaux est définie pour chaque lot dans le cadre du calendrier de l'opération qui est joint à l'ordre de service de démarrage des travaux. Le calendrier de chaque lot ayant fait l'objet d'une proposition des candidats et d'un critère de jugement des offres.

1.7. Conditions de participation

Le candidat se présente seul ou en groupement d'opérateurs économiques.

L'OFB, en tant qu'acheteur et ci-après désigné le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement, conjoint ou solidaire, à l'attributaire du marché.

Les pièces devront mentionner le mandataire et la forme du groupement (conjoint ou solidaire). En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement doit indiquer la répartition des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter. Un cadre est prévu à cet effet à l'acte d'engagement.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Pour chaque lot, conformément à l'article R.2142-26 du CCP, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du présent marché sauf dans les cas cités par ce même article.

ARTICLE 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Caractéristiques principales

2.1.1 Il s'agit d'un marché de travaux

2.1.2 Les variantes ne sont pas autorisées et aucune PSE n'est prévue.

2.2. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours (soit 6 mois) à compter de la date limite de réception des offres.

2.3. Modalités essentielles de financement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes :

- Fonds propres de l'OFB à hauteur de 100%.

Pour le service immobilier de la direction des finances de l'OFB			
Imputation budgétaire	Enveloppe	Service gestionnaire (CRB/SO)	Destination
	Intervention	B0204	D06.002

ARTICLE 3 DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

3.1. Contenu

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation et ses annexes :
 - L'annexe n°1 au règlement de consultation : l'attestation sur l'honneur ;
 - L'annexe n°2 au règlement de consultation : tableau de présentation des références ;
 - L'annexe n°3 au règlement de consultation : attestation de visite ;
 - L'annexe n°4 au règlement de consultation : Le cadre de réponse – valeur technique et environnementale - complétée pour les différents lots.
- Les annexes financières à l'acte d'engagement de chaque lot : La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché ;
- Le dossier de Plans ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de chaque lot et leurs annexes comprenant :
 - Le permis de construire ;
 - Le plan général de coordination ;
 - Le RICT ;

- Une étude thermique ;
- Un bilan de puissance ;
- Les diagnostics amiante avant travaux ;
- Le diagnostic technique DPE ;
- Les diagnostics techniques plomb ;
- Le diagnostic électricité SSI ;
- Le diagnostic technique géotechnique ;
- Le tableau de surface.

3.2. Retrait

Les candidats ont la possibilité de télécharger le DCE dans son intégralité et de répondre via la plateforme utilisée par l'OFB à l'adresse :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

Référence du marché : 2025-MAPA-15

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les candidats doivent disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

☒ .zip/.rar
☒ .doc, .xls, .pdf

Les échanges d'information sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

Le DCE ne peut pas être retiré dans les locaux du pouvoir adjudicateur, que ce soit sur support papier ou sur support physique électronique.

Aucune demande d'envoi du DCE ne sera satisfaite.

3.3. Modification de détail au DCE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au DCE au plus tard six (6) jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si le délai de six (6) jours, laissé aux candidats pour prendre connaissance d'éventuels éléments complémentaires d'étude, ne pouvait être respecté en raison de la date limite fixée pour la remise des offres, cette dernière serait reportée de façon à rétablir ledit délai.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les modifications au DCE sont publiées sur la plateforme de dématérialisation www.marches-publics.gouv.fr.

Il est également précisé, que les candidats ne peuvent pas modifier les pièces contenues dans le DCE.

IMPORTANT : Il est recommandé aux candidats de créer un compte et de s'identifier préalablement sur la plateforme de dématérialisation des achats de l'Etat avant de télécharger le DCE, pour être informés des rectificatifs/compléments qui lui seraient apportés, des éventuelles modifications de la consultation en cours de consultation et des réponses apportées par le pouvoir adjudicateur aux questions posées par d'autres candidats.

Les candidats, qui ne s'identifieront pas préalablement, ne pourront pas être alertés. En aucun cas, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu responsable du manque d'information des candidats qui ne se seraient pas inscrits ou qui n'auraient pas téléchargé les mises à jour des documents modifiés.

ARTICLE 4 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

L'envoi d'une réponse électronique est obligatoire, selon les modalités précisées à l'article 7 du présent RC.

Les dossiers des candidats sont entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français. Les prix sont exprimées en EURO (€).

Le candidat peut présenter sa candidature de manière simplifiée avec le Document Unique de Marché Européen (DUME). Il complète alors le formulaire DUME et ajoute toutes les pièces relatives à l'aptitude professionnelle, à la capacité économique et financière et aux capacités techniques et professionnelles pour lesquelles le logo DUME n'apparaît pas.

Les données à caractère personnel transmises dans le cadre des candidatures et/ou des offres (par exemple le contenu des CV) seront utilisées strictement pour l'analyse des candidatures et/ou des offres de la présente consultation.

Point de contact unique du candidat :



L'ensemble des correspondances liées à la consultation sera adressé aux candidats via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) exclusivement sur l'adresse électronique fournie par ceux-ci, adresse qui doit rester valide jusqu'au terme de la consultation.

4.1. Pièces constitutives de la candidature

4.1.1 Candidature sous la forme d'un DUME

Les candidats sont encouragés à présenter leur candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME) électronique.

Ce mode de réponse a vocation à remplacer les formulaires DC1 et DC2. Seul l'attributaire retenu est tenu de signer l'acte d'engagement, qui emportera signature des pièces de la candidature.

Le formulaire DUME est disponible sur le site CHORUS PRO du Ministère des Finances à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Seul le DUME au format .xml a valeur probante. Toutefois, après avoir créé votre DUME, nous vous demandons d'en faire **une copie en format .pdf et de la joindre à votre candidature.**

Si en cas de problème technique de la plateforme mentionnée supra, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par le pouvoir adjudicateur, il est autorisé à prouver sa capacité juridique, économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur (**y compris par l'intermédiaire des formulaires DC1, DC2, K-bis etc.**).

A) Documents relatifs à la candidature

1° - Document d'identification



ou la **lettre de candidature dûment remplie** (sur le modèle figurant dans le formulaire [DC 1](#)) **et comprenant la déclaration sur l'honneur** (relative aux interdictions de soumissionner) conforme à l'article R. 2143-3 du CCP : « Le candidat produit à l'appui de sa candidature :

1° Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail »

2° - Conditions de participation tenant à l'aptitude professionnelle, à la capacité économique et financière et aux capacités techniques et professionnelles des candidats

L'acheteur veille à ce que les conditions d'exécution soient liées et proportionnées à l'objet du marché (art. L.2142-1 du CCP).

A. Aptitude



Inscription sur un registre du commerce (fournir un récépissé de déclaration d'activité)

B. Capacité économique et financière



Chiffre d'affaires annuel général sur les 3 derniers exercices



Chiffre d'affaires annuel dans le domaine d'activité sur les 3 derniers exercices



Assurance contre les risques professionnels

Lorsque les informations concernant le chiffre d'affaires ne sont pas disponibles pour la totalité de la période demandée, indiquer la date à laquelle l'opérateur économique a été créé ou a commencé son activité.

C. Capacité technique et professionnelle



Description des principaux services fournis antérieurement sur les 3 derniers exercices



Effectifs moyens annuels sur les 3 derniers exercices

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, une entreprise peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

Néanmoins, dans ce cas, chaque entreprise constituant le groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés dans l'avis de publicité et dans le présent RC.

- La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen de preuve équivalent, ainsi que par les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres de l'Union européenne ;

- En application de l'article R.2143-12 du CCP, le candidat peut s'appuyer sur les capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs (sous-traitance ou autres). En cas d'utilisation de cette faculté, le candidat doit justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et doit apporter la preuve qu'il en disposera

pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié avant l'attribution du marché, en particulier par une attestation de mise à disposition de moyens dûment signée par le représentant habilité de l'opérateur sur lequel la candidature s'appuie.

Si le candidat répond via le DUME et décide de sous-traiter une partie du marché ou de recourir aux capacités de sous-traitants pour exécuter une partie du marché, chaque sous-traitant devra remplir un DUME.

4.2. Pièces constitutives de l'offre

Toute offre ne respectant pas les exigences formulées dans le DCE est irrégulière conformément à l'article L.2152-2 du CCP. Les offres seront examinées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-3 du CCP. Les offres irrégulières peuvent donner lieu à régularisation à la demande de l'acheteur dans les conditions de l'article R.2152-2 du CCP.

Le candidat devra fournir les pièces constitutives de l'offre suivantes :

1. L'annexe financière à l'acte d'engagement de chacun des lots : la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) selon le modèle fourni ;
2. Le mémoire technique dûment complété conformément aux dispositions de l'article 4.2 du présent document ;
3. L'annexe n° 1 au RC : Attestation sur l'honneur ;
4. L'annexe n°2 au RC : Références sur 3 ans ;
5. L'annexe n°3 au RC : L'attestation de visite obligatoire ;
6. L'annexe n°4 au RC : Le cadre de réponse – valeur technique et environnementale - complété pour chaque lot ;
7. Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) ou Postal.

CONTENU DU MEMOIRE TECHNIQUE :

En annexe du mémoire technique, le candidat fournira :

1. Les *curriculum vitae* des principaux intervenants, et le cas échéant, une description des missions similaires dont ils ont eu la charge.
2. Les fiches techniques des matériels, matériaux et produits proposés pour la mise en œuvre des prestations.

Le mémoire technique du candidat devra détailler notamment les points listés ci-dessous :

1) Moyens humains et matériels

- Moyens humains mis en œuvre pour assurer l'encadrement du chantier et les effectifs affectés au chantier (Qualifications, expériences du personnel affecté à la mission et l'organisation de l'équipe) ;
- Moyens matériels mobilisés pour réaliser les prestations

2) Méthodologie et organisation :

- Dans son mémoire technique, le candidat proposera une note méthodologique pour décrire la manière dont il compte s'organiser pour assurer la réalisation des prestations. Cette note méthodologique devra permettre d'évaluer et de comprendre :

- ✓ L'organisation prévue et de la méthodologie employée pour chacune des étapes figurant sur le planning ;
 - ✓ L'appropriation du site par le candidat et ses contraintes ;
 - ✓ La méthodologie mise en place pour garantir la sécurité des personnes, des travailleurs et des ouvrages ;
 - ✓ Les démarches de gestion des déchets et de réduction de l'impact environnemental du chantier.
- **Planning/délais :** en complément de la note méthodologique, le candidat fournira un planning (sans date) pour l'ensemble du chantier où il fera apparaître depuis la période de préparation et pour chaque phase, les différentes tâches de réalisation des travaux avec leurs conditions d'enchaînement, ainsi que l'ensemble des points de contrôles internes et externes en adéquation avec le CCTP et en y intégrant également l'intervention en milieu occupé.

3) Valeur technique et environnementale des fournitures et matériaux :

- À l'aide du cadre de réponse fourni dans la consultation, le candidat précisera la qualité, les marques et les caractéristiques techniques et environnementales des matériels, matériaux et produits proposés ; Les fiches techniques seront à fournir en annexe du mémoire technique ;
- **Par lot :** L'OFB portera une attention toute particulière aux efforts environnementaux fournis par les entreprises dans leur dossier de candidature. Outre les mesures environnementales obligatoires, l'OFB valorisera dans sa quotation les efforts des candidats pour la préservation et la sauvegarde de l'environnement (par exemple : l'utilisation de matériaux biosourcés, la valorisation des déchets, déplacement en véhicules électriques, approche bioclimatique, etc.)



Le mémoire technique ne devra pas excéder 40 pages (par lot et hors cv)

REMARQUE

Le CCTP détaille l'ensemble des éléments techniques et méthodologiques devant figurer dans l'offre du candidat.

Quant au CCAP, il présente les éléments administratifs qui régiront la vie du marché.

PRISE DE CONTACT ET REPERAGE DES LIEUX – VISITE OBLIGATOIRE DU SITE :

Pour consolider son dossier de consultation, afin d'effectuer un repérage des lieux, le prestataire devra prendre contact avec le responsable technique en charge de la maintenance du site d'Auffargis:

Monsieur Dominique XIBERRAS

Tel : 06 65 09 08 51

df.implantation@ofb.gouv.fr

Il est possible d'effectuer des visites jusqu'à 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Ce rendez-vous est soumis aux exigences suivantes :

- **Préavis de 72h d'inscription aux visites.**

À l'issue de la visite, une attestation sera fournie.

- ⚠ Le candidat devra retourner une copie de l'attestation annexée au présent Règlement de la Consultation qui apportera la preuve de sa visite des lieux pour prise en compte des spécificités propres aux travaux concernés. **La visite des lieux est obligatoire.** A défaut, l'offre sera éliminée.

ARTICLE 5 MODALITES ET CRITERES DE SELECTION

La sélection des candidatures et le jugement des offres sont effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

5.1. Sélection des candidatures

Le pouvoir adjudicateur procède à l'ouverture et à la vérification du contenu des candidatures.

Le pouvoir adjudicateur vérifie la conformité des dossiers à l'article 4.1 du présent RC ; avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il constate que des pièces demandées sont absentes ou incomplètes, **il peut**, conformément aux articles R.2143-11, R.2143-12 et R.2143-16 du CCP, décider d'inviter tous les candidats concernés à produire ou à compléter ces pièces dans un délai identique pour tous.

Sont éliminés, les candidats dont la candidature est irrecevable au regard des dispositions légales et réglementaires, qui ne disposent pas de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle ou dont la capacité économique et financière ou les capacités techniques et professionnelles paraissent manifestement insuffisantes au vu des pièces de la candidature et au regard des missions objets du marché.

En application de l'article R.2144-3 du CCP, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à cette vérification à l'issue du classement des offres.

Il pourra être demandé au candidat classé en première position de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé. Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

5.2. Sélection des offres

5.2.1 Critères

Ce jugement est effectué dans les conditions prévues aux articles R.2152-6, R.2152-7, R.2152-11 et R.2152-12 du CCP et donne lieu à un classement des offres.

Le pouvoir adjudicateur est habilité à faire préciser l'offre en tant que de besoin.

Les critères pondérés d'attribution des offres sont les suivants, ils s'appliquent à tous les lots :

N°	Critères	Pondération des critères
1	<p>1) Moyens humains et matériels</p> <ul style="list-style-type: none"> - Moyens humains mis en œuvre pour assurer l'encadrement du chantier et les effectifs affectés au chantier (Qualifications, expériences du personnel affecté à la mission et l'organisation de l'équipe); - Moyens matériels mobilisés pour réaliser les prestations. <p><u>Seront évalués :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La dimension de l'équipe; le nombre d'encadrants, le nombre d'années d'expérience moyen des intervenants, la pertinence de leurs qualifications au regard des prestations à réaliser ; - La cohérence des moyens matériels mobilisés au regard des prestations à réaliser. 	15%
2	<p>2) Méthodologie et organisation</p> <p>Dans son mémoire technique, le candidat proposera une note méthodologique et un planning prévisionnel détaillé pour décrire la manière dont il compte s'organiser pour assurer la réalisation des prestations.</p> <p><u>Seront évalués :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La performance et la cohérence du planning avec les enjeux du chantier, notamment l'anticipation des interactions avec les autres lots du marché; - L'organisation prévue et de la méthodologie employée pour chacune des étapes figurant sur le planning ; - L'appropriation du site par le candidat et ses contraintes ; - La méthodologie mise en place pour garantir la sécurité des personnes, des travailleurs et des ouvrages. 	25%
3	<p>3) Valeur technique et environnementale des fournitures et matériaux</p> <p>A l'aide du mémoire technique ainsi que des fiches techniques, le candidat précisera la qualité, les marques et les caractéristiques</p>	15%

	techniques des matériels, matériaux et produits proposés. Seront valorisées les propositions de matériels, matériaux et produits présentant des caractéristiques techniques et environnementales supérieures aux exigences du CCTP ; Ainsi que les démarches de gestion des déchets et de réduction de l'impact environnemental du chantier.	
4	Prix des prestations Ce critère sera analysé sur la base de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) remise par le candidat.	45 %
		100%

5.2.2 Méthode de notation des offres

Les offres sont analysées au regard des critères ci-dessus.

- ⚠ Pour chaque critère cité à l'article 5.2.1 du présent RC, l'offre analysée obtient une note de 0 à 10 (10 étant la meilleure) puis cette note est pondérée par le taux qui lui est associé. Chacune des notes pondérées sont ensuite additionnées pour obtenir une note finale sur 10 valant pour l'ensemble des critères.

Le marché est attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, correspondant à l'offre classée en première position à l'issue du classement des offres.

Les offres ne satisfaisant pas à l'ensemble des exigences techniques attendues telles qu'exprimées au CCTP seront éliminées et rejetées par le pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article R.2152-2 du CCP, une offre irrégulière pourra être régularisée sauf si elle est anormalement basse.

Après l'examen de l'ensemble des offres et sous réserve d'un nombre de candidats suffisants, par lots, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des négociations avec les 3 premiers candidats du classement provisoire (avant négociation) à l'exception :

- De ceux dont la candidature sera rejetée ;
- De ceux dont l'offre sera jugée inappropriée ;
- De ceux dont les offres ne satisfont pas l'ensemble des exigences techniques exprimées au CCTP ;

Dans l'éventualité où moins de 3 candidats auraient remis une offre, l'OFB négociera avec les candidats restants sous réserve des exceptions précédemment citées.

Par conséquent, les candidats sont invités à transmettre leurs meilleures offres technique et financière.

La négociation pourra porter sur l'ensemble des éléments de l'offre.

Conformément à l'article R 2123-5 du Code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base de l'offre initiale, sans négociation.

La négociation ne peut pas porter sur l'objet du marché, ni modifier substantiellement de ses caractéristiques telles que définies aux documents de la consultation.

Les discussions de la négociation peuvent être menées :

- Soit sous forme d'échange d'écrits par voie postale ou électronique ;
- Soit aussi se dérouler sous forme d'entretien téléphonique ou visioconférence via Zoom/Microsoft Teams ou équivalent ou bien dans les locaux du pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, le calendrier des réunions est fixé d'un commun accord par les représentants du pouvoir adjudicateur et des candidats concernés.

Ces discussions pourront, le cas échéant, conduire à modifier et/ou compléter sur un ou plusieurs points l'offre initiale de chacun des candidats avec lesquels la négociation est engagée.

Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur invite les candidats à lui remettre une nouvelle version des documents concernés pour prendre en compte les résultats de la négociation et finaliser le classement des offres en conséquence.

5.3. Suites de l'examen des offres

Conformément à l'article R.2152-1 du CCP, les offres inacceptables ou inappropriées sont éliminées.

Si aucune candidature ou aucune offre n'a été déposée dans les délais prescrits, ou si seules des candidatures irrecevables au sens de l'article R.2144-7 du CCP ou des offres inappropriées au sens de l'article L.2152-4 du CCP ont été présentées, la procédure sera déclarée infructueuse et elle pourra être suivie d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables conformément à l'article R.2122-2 du CCP.

ARTICLE 6 ATTRIBUTION DU MARCHÉ

L'acheteur accepte, comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L.2141-1, L.2141-4 et L.2141-5 du CCP, une déclaration sur l'honneur.

L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L.2141-2 du CCP, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents. La liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales devant donner lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans un l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement

ARTICLE 7 CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les plis seront obligatoirement envoyés par voie dématérialisée l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>



IMPORTANT Avant la date limite de remise des offres fixée en première page du RC

Un guide d'utilisation de la plateforme pour les entreprises est téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/index.php5?page=entreprise.EntrepriseGuide>

Un service d'assistance en ligne est disponible depuis le lien suivant Assistance ou via la languette Assistance.

L'assistance en ligne permet de rechercher une réponse via une FAQ, en filtrant par catégorie.

Si la FAQ ne vous apporte pas une réponse complète, vous avez la possibilité de renseigner un formulaire afin de créer une demande en ligne. Ce formulaire de demande en ligne permet de récupérer vos informations de connexion et ainsi de pré-alimenter votre demande.

Un service de support téléphonique est également mis à disposition des entreprises souhaitant soumissionner aux marchés publics.

La signature électronique est requise pour cette consultation.

7.1. Modalités relatives à la copie de sauvegarde

Le candidat peut, s'il le souhaite, envoyer à l'adresse ci-dessous une copie de sauvegarde (sur support papier ou sur support physique électronique) :

**OFB
Direction des Finances
Service de la Commande Publique
Site de Vincennes 'Le Nadar' Hall C
12 Cours Louis Lumière
94300 Vincennes**

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

MARCHE PUBLIC N°2025-MAPA-15

**AMENAGEMENT DU PAVILLON DES DOMAINES AU PAVILLON SAINT-BRIEUC À
SAINT BENOIT – AUFFARGIS**

**NOM DU CANDIDAT + NE PAS OUVRIR
COPIE DE SAUVEGARDE**

Ou

S'il le souhaite, le candidat peut déposer sa copie de sauvegarde par coursier ou par dépôt contre récépissé à l'adresse indiquée ci-dessus en respectant les horaires d'ouverture de l'OFB¹.

Le candidat qui effectue, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (cd-rom, DVD-rom, clé USB...) ou sur support papier, **doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres**. Celle-ci doit respecter les modalités de présentation des offres.

Il est précisé que les documents, dont la signature est exigée, doivent être revêtus de la signature électronique.

Cette copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans deux circonstances précises, à savoir :

- lorsqu'un programme malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur (virus),
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Les copies de sauvegarde que le pouvoir adjudicateur n'aura pas besoin d'ouvrir seront détruites à l'issue de la procédure.

¹ Horaires d'ouverture de l'OFB : 09h00-12h00 ; 14h00-16h00.

7.2 - Modalités relatives à la remise des offres par voie dématérialisée

7.2.1 Anti-virus

Tout fichier constitutif de la candidature et/ou de l'offre devra être exempt d'un quelconque virus informatique et devra être préalablement traité, à cette fin, par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour. Il en est de même pour tout autre fichier échangé dans le cadre de cette procédure.

Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à un archivage de sécurité de tout fichier contenant un virus informatique. Dès lors, celui-ci sera réputé n'avoir jamais été reçu.

L'heure de la plateforme est l'heure de Paris. Tous les événements intervenant en guichet de dépôt sont horodatés par l'horloge du serveur Marches-Publics.info, elle-même asservie à deux « serveurs de temps fiables » externes. Seule cette référence de temps fera foi en termes de qualification des plis « hors délai ». Il est souhaitable de s'assurer que votre horloge est correctement réglée et tient compte des éventuels écarts avec cette référence de temps.

7.2.2 Exigences relatives aux certificats de signature du signataire

La signature électronique doit respecter les exigences fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Seul le candidat retenu devra signer son offre (AE emportant signature des pièces annexes), au moyen d'une signature électronique avancée basée sur un certificat de signature qualifié conforme au règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 dit « eIDAS ».

L'apposition d'une signature électronique avancée suppose l'obtention préalable d'un certificat de signature électronique. Les certificats de signature électronique qualifiés au sens du règlement n°910/2014 « eIDAS » sont délivrés par des prestataires de services de certification électronique qualifiés listés sur le site de l'ANSSI : électronique | ANSSI

Il est donc recommandé d'anticiper et d'acquérir ce certificat dès la connaissance de l'attribution du marché. Le délai d'obtention peut être d'une dizaine de jours ce qui correspond au délai de stand still prévu entre l'information du candidat attributaire et la signature du marché.

Uniquement en cas de difficulté technique dûment justifiée n'ayant pas permis à l'attributaire de signer électroniquement, il pourra être autorisé à signer manuscritement et transmettre l'acte d'engagement en version originale à l'adresse indiquée.

7.2.3 Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : Le candidat utilise l'outil de signature de la PLACE. Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information ;

Cas 2 : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur la PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES ;
- Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Le format recommandé et utilisé par l'OFB pour apposer la signature sur le document est le format PAdES (PDF Advanced Electronic Signatures) qui, à la différence des formats CAdES et XAdES, permet de visualiser la signature directement dans l'AE.

ARTICLE 8 DECISION FINALE

8.1. Attribution du marché

8.1.1 Classement des offres

Conformément au critère défini à l'article 5.2, ci-avant, les offres sont classées par ordre décroissant.

8.1.2 Acte d'engagement (AE)

Après avoir été informé de l'attribution du marché et afin de formaliser le marché, le pouvoir adjudicateur adresse au candidat retenu pour signature de l'AE :



Attention : l'AE doit être daté et signé par une personne dûment habilitée à engager la société (soit le candidat individuel, soit l'ensemble des membres du groupement ou, en cas d'habilitation donnée par tous les membres du groupement, le mandataire), avec à l'appui, les documents relatifs aux pouvoirs des personnes ainsi habilitées (pouvoir de signature notamment).

Les modalités relatives à la signature électronique sont définies à l'article 7.2.

Autres documents et informations susceptibles d'être demandés et contrôlés qui n'auraient pas été déjà fournis ou récupérés :

- ☐ - en cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ;
- ☐ - En cas de co-traitance, un formulaire de candidature signé par chaque co-traitant, sauf si l'offre est signée par tous les co-traitants ou le mandat ;
- ☐ - l'attestation d'assurance (responsabilité civile) ;
- ☐ - Les interdictions de soumissionner sont vérifiées notamment via une demande de l'administration au ministère de la justice d'extrait de casier judiciaire ;
- ☐ - Attestations de régularité fiscale et sociale mises à jour (exemple : attestation de vigilance URSSAF, attestation fiscale) ;

Si, dans les délais précisés dans l'information au candidat retenu, le candidat retenu n'est pas en mesure de fournir les documents demandés, ou si des écarts ont été constatés entre l'offre signée et l'offre remise initialement ou mise au point avec l'acheteur, le marché sera attribué au soumissionnaire suivant dans l'ordre de classement.

8.2. Mise au point avec le candidat retenu

Conformément aux dispositions de l'article R.2152-13 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut, en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières du marché.

8.3. Documents à produire par l'attributaire

Conformément aux dispositions des articles R.2143-6 à 10 et R.2143-13 du CCP, uniquement s'ils n'ont pas pu être récupérés automatiquement auprès d'un organisme officiel ou dans un espace de stockage numérique gratuit, le candidat retenu se voit demander par le pouvoir adjudicateur de produire, dans un délai fixé par l'administration, les documents et certificats délivrés par les

administrations et organismes compétents, destinés à justifier qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, ainsi que les documents justifiant de sa situation au regard de ses obligations en matière de travail illégal et de détachement des travailleurs, le cas échéant.

Si le candidat retenu ne peut produire ces documents dans le délai fixé, son offre est rejetée. L'élimination du candidat est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

Dans ce cas, la même demande est présentée au soumissionnaire dont l'offre est classée en suivant dans le classement des offres.

ARTICLE 9 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET PROCEDURES DE RECOURS

9.1. Demande de renseignements complémentaires dans le cadre de la consultation et modifications apportées par l'acheteur au DCE

Avant la remise des plis, la faculté pour les candidats de poser des questions sur la présente consultation leur est ouverte jusqu'à neuf (9) jours calendaires avant la date limite de remise des offres : il leur sera répondu au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite de remise des offres. Ces questions doivent être posées via la plateforme PLACE.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le pouvoir adjudicateur ne sera plus tenu de répondre aux questions posées par les candidats après le délai susmentionné.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications non substantielles au DCE au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si le délai de six (6) jours calendaires, laissé aux candidats pour prendre connaissance d'éventuels éléments complémentaires d'étude, ne pouvait être respecté en raison de la date limite fixée pour la remise des offres, cette dernière serait reportée de façon à rétablir ledit délai.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

9.2. Procédures de recours

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle - Case postale n° 8630
77000 MELUN
Tél : 01 60 56 66 30
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr
Site internet : <https://melun.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du marché.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative dans les conditions prévues aux articles R. 411-1 à R. 432-4 du CJA, et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du marché).
- Recours de pleine juridiction, en contestation de validité du marché ouvert aux candidats évincés et aux tiers justifiant d'un intérêt lésé et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

A titre indicatif, le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens, accessible par le site internet : <https://www.telerecours.fr/>